

milliards de dollars, c'est également parce que les provinces en ont bénéficié.

Madame la Présidente, lorsqu'on s'aperçoit que depuis 1984 le gouvernement fédéral a eu environ 3 p. 100 par année d'augmentation de dépenses et que les provinces ont eu des augmentations de dépenses de l'ordre de 5 et 6 p. 100 par année, on s'aperçoit qu'il faut que tout le monde mette l'épaulé à la roue.

Madame la Présidente, on transfère 35 milliards de dollars par année aux provinces, en 1989-1990, soit une augmentation de 6,5 p. 100 par rapport à 1984. Et on s'aperçoit que le gouvernement fédéral n'a même pas augmenté ses propres dépenses de 4 p. 100 par année.

Alors il était temps, et je pense que c'était là la solution idéale du ministre des Finances (M. Wilson), de faire un gel dans les dépenses gouvernementales fédérales, incluant les transferts aux provinces, un gel et non pas une coupure, madame la Présidente. Et si je regarde le coût en intérêt par année, du gouvernement fédéral, il est de l'ordre de 35c. par dollar. Si je regarde celui des provinces, il est de 12c. par dollar.

Madame la Présidente, on s'aperçoit que nous avons besoin, dans ce pays, de travailler en équipe, que nous avons besoin de l'aide des provinces et, ce qui est surtout très important, madame la Présidente, c'est que dans le dossier des transferts d'argent aux provinces, il y a deux principaux chapitres. Il y en a un qui s'appelle le financement des programmes établis où il y a un montant d'argent spécifique par habitant qui est donné par le gouvernement fédéral à toutes les provinces, de façon égale. Toutes les provinces reçoivent le même montant parce que c'est un montant par habitant. C'est ce programme-là qui est gelé en 1989-1990.

Il y a également un autre programme au niveau du gouvernement fédéral par rapport aux transferts aux provinces, et c'est le transfert de péréquation. Le transfert de péréquation est pour les provinces qui ont de plus faibles revenus et, ces paiements de péréquation ne sont pas diminués. Ce qui veut dire que les provinces à plus faible revenu, incluant notre province d'origine et notre belle province que l'on représente ici, madame la Présidente, le Québec recevra en 1990-1991, au total, plus d'argent qu'en 1989-1990. Son montant est gelé au niveau du financement des programmes établis, mais son montant d'argent au niveau de la péréquation est augmenté et il n'y a aucun gel là-dessus. Alors, on s'aperçoit au total qu'on va encore augmenter de 1 milliard de dollars les paiements d'argent qui sont donnés aux provinces entre 1989-1990 et 1990-1991.

Madame la Présidente, on donne un montant de 36 milliards de dollars aux provinces sans avoir aucun compte rendu de ce que les provinces en font. Et c'est là un point important. Le gouvernement fédéral dépense près de 25 p. 100 de son budget total à le donner à dix

provinces et n'a aucune espèce d'idée de ce que les provinces en font. Est-ce qu'elles s'en servent pour les hôpitaux, pour l'éducation, pour les routes? Nous n'avons aucun contrôle. Vous vous souviendrez que le Vérificateur général avait émis quelques commentaires à cet effet.

Madame la Présidente, je pense qu'on se doit d'appuyer le dernier Budget, et l'opposition devrait également appuyer ce Budget et les coupures qui sont faites dans toutes les dépenses fédérales incluant, encore une fois, madame la Présidente, le gel, non pas la coupure, mais le gel fait au niveau du financement des programmes établis aux provinces, et l'augmentation d'argent aux provinces qui est faite dans le dossier de la péréquation. [Traduction]

Mme Barbara Sparrow (Calgary-Sud-Ouest): Madame la Présidente, la situation économique actuelle, dans le Nord, contraste vivement avec celle qui avait cours au milieu des années 80, lorsque le programme fédéral-territorial de développement économique, dans le cadre de l'entente de développement économique, a vu le jour.

En 1984, les indicateurs économiques, comme le produit intérieur brut, la valeur de la production et l'emploi, témoignaient encore du passage d'une récession. Aujourd'hui, ces indicateurs montrent que l'économie croît. Par exemple, en 1988, le produit intérieur brut a augmenté de 10 p. 100 au Yukon, et de 7,4 p. 100 dans les Territoires du Nord-Ouest. Nous devons cependant veiller à ce que se poursuive cette croissance, qu'on doit en partie aux politiques et programmes de développement économique du gouvernement conservateur. Le gouvernement veut que les importantes mesures d'encouragement qu'il a prises portent fruit et que la croissance se maintienne.

Ainsi, le gouvernement estime que le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest doivent continuer de renforcer leurs secteurs d'activité principaux tout en poursuivant leurs efforts de diversification afin d'accéder à une plus grande stabilité dans l'avenir et de pouvoir offrir à leur population un nombre suffisant et des possibilités d'emploi variées.

Cela ne se réalisera pas du jour au lendemain. Nous sommes en faveur de l'établissement de mesures concrètes, sensées, fondées sur la coopération, qui soient conformes aux besoins des habitants du Nord et qui créent un climat favorable à la croissance économique, ce qui n'existait pas sous le gouvernement précédent.

Le gouvernement a pris avec succès un certain nombre d'initiatives pour appuyer le développement économique dans le Nord et pour offrir aux habitants un cadre de planification stable. Sur le plan de la politique, il a assuré plus de stabilité aux promoteurs du Nord en concluant des ententes de principe avec les groupes autochtones de cette région sur les revendications foncières non réglées, avec les gouvernements territoriaux sur l'Accord sur